

ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. LA FEMME D'UN MILITANT DISPARAÎT APRÈS SON ARRESTATION

L'épouse du militant Mohamed Saqer al Zaabi, un des hommes jugés de façon inéquitable lors du procès collectif des « 94 Émiriens », a été arrêtée à un poste de contrôle près de la frontière entre les Émirats et Oman dans la matinée du 10 janvier dernier. On ignore où elle se trouve. Cette femme pourrait subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

Aisha Ibrahim al Zaabi, 38 ans, a été interpellée à un poste de contrôle près de la frontière entre les Émirats et Oman alors qu'elle tentait d'aller à Oman avec son père et son petit garçon, d'où ils pensaient partir pour aller au Royaume-Uni pour rendre visite à son époux Mohamed Saqer al Zaabi. Aisha Ibrahim al Zaabi a réussi à envoyer un message sur le téléphone de son mari pour lui expliquer qu'ils avaient été arrêtés, avant que son propre téléphone et celui de son père soient confisqués. Cette femme a ensuite été emmenée par des agents de la sûreté de l'État, laissant ainsi son père et son fils de moins de deux ans. C'est la première fois que les Émirats empêchent la famille d'un prisonnier de quitter le pays et interpellent une personne essayant de partir.

Mohamed Saqer al Zaabi, ancien procureur général des Émirats, a été condamné par contumace le 2 juillet 2013 pour des infractions relatives à la sécurité nationale par la Cour suprême fédérale à Abou Dhabi, à l'issue du procès complètement inique de 94 personnes, dont des avocats, des juges, des professeurs d'université et des dirigeants étudiants. Ce procès collectif a bafoué les normes internationales en matière d'équité.

Mohamed Saqer al Zaabi a expliqué à Amnesty International qu'il ignorait où se trouvait sa femme. Aisha Ibrahim al Zaabi n'est pas une militante et son mari pense qu'elle a été appréhendée et emmenée dans un endroit inconnu dans le seul but de le harceler et de l'intimider, ainsi que sa famille.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à révéler l'endroit où se trouve Aisha Ibrahim al Zaabi, à la libérer immédiatement si elle a été arrêtée uniquement en raison de son lien de parenté avec Mohamed Saqer al Zaabi, et à la protéger de tout acte de torture et d'autres mauvais traitements ;
- priez-les instamment de lever l'interdiction de voyager qui pèse sur cette femme et ses cinq enfants, et rappelez-leur que le harcèlement et l'arrestation de membres de la famille de prisonniers, dans le seul but de les empêcher de s'exprimer publiquement, bafoue le droit international en matière de droits humains.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 FÉVRIER 2014 À :

Président des Émirats arabes unis

Sheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan

Ministry of Presidential Affairs

Corniche Road, Abu Dhabi

P.O. Box 280, Émirats arabes unis

Fax : +971 2 622 2228

Courriel : ihitimam@mopa.ae

Formule d'appel : *Your Highness, I*

Monsieur le Président,

Prince héritier d'Abou Dhabi

Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan

Crown Prince Court Bainunah Street

Abu Dhabi, P.O. Box 124

Émirats arabes unis

Fax : +971 2 668 6622

Twitter : [@MBZNews](https://twitter.com/MBZNews)

Formule d'appel : *Your Highness, I*

Monseigneur (Votre Altesse, dans le corps du texte),

Copies à :

Vice-président et Premier ministre

Sheikh Mohammed Bin Rashid al-Maktoum

Office of the Prime Minister

Dubai, P.O. Box 2838

Émirats arabes unis

Fax : + 971 4 353 1974

Courriel : info@primeminister.ae

Twitter : [@HHShkMohd](https://twitter.com/HHShkMohd)

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. LA FEMME D'UN MILITANT DISPARAÎT APRÈS SON ARRESTATION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Certains proches de 69 détracteurs du gouvernement emprisonnés à l'issue du procès collectif des « 94 Émiriens », en juillet 2013, ont expliqué à Amnesty International – dont une délégation s'est rendue dans le pays en novembre dernier – être victimes de harcèlement, de menaces et de stigmatisation de la part des autorités, qui cherchent ainsi à les faire taire alors qu'ils réclament justice.

Lors de sa visite aux Émirats, du 18 au 23 novembre 2013, l'organisation a recueilli des informations sur plusieurs affaires concernant des proches de prisonniers condamnés lors du procès des « 94 Émiriens », qui ont subi diverses formes de harcèlement. Amnesty International a appris que bien d'autres familles étaient victimes des mêmes agissements.

D'après l'étude qu'elle a menée, des proches de prisonniers sont ainsi menacés par des agents de la sûreté de l'État, et se voient empêcher de voyager et de se soumettre à un contrôle d'identité pour obtenir un travail.

Plusieurs d'entre eux ont reçu des menaces sur Twitter, émanant soit d'individus qui semblent travailler pour les services de sûreté de l'État ou avoir des liens avec eux, soit de comptes Twitter anonymes.

Les familles de prisonniers sont calomniées par les médias émiriens qui soutiennent le gouvernement pour la plupart d'entre eux, notamment dans un documentaire sur le procès des « 94 Émiriens », produit par une organisation qui serait proche des autorités. Le film, diffusé pour la première fois le 21 novembre dernier à Doubaï, fait totalement l'impasse sur les inquiétudes relatives aux droits humains qui entourent ce procès.

Certaines personnes se sont vu empêcher sans raison d'embarquer dans des avions quittant les Émirats depuis que leurs proches ont été arrêtés. Aucune explication n'a jamais été fournie dans ces affaires.

Aisha Ibrahim al Zaabi et ses cinq enfants, dont un petit garçon de 18 mois, figurent tous sur la liste des individus qui n'ont pas l'autorisation de quitter le pays. Ils ont déjà essayé d'embarquer dans des avions en partance d'Abou Dhabi, mais ils ont alors été informés qu'ils n'avaient pas le droit de voyager, sans obtenir d'explication à ce sujet.

Nom : Aisha Ibrahim al Zaabi

Femme

AU 08/14, MDE 25/003/2014, 10 janvier 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

